

Construire la zad



**Paroles publiques depuis le mouvement
d'occupation de la zad de Notre-Dame-des-Landes,
2013-2015.**

« Ami.e.s d'ici,
Ami.e.s d'ailleurs,

Beaucoup parmi vous connaissent ces lieux. Pour celles et ceux qui habitent ici, légalement ou illégalement, tout est familier :

Les voisins avec qui l'on partage des moments de fête et d'échanges, de lutte et de résistance.

Les jardins que l'on bichonne, les fermes rythmées par les horaires de la traite, les chemins dans lesquels on se perd pour cueillir mûres et champignons...

D'autres parmi vous viennent peut-être ici pour la première fois. Parce que même s'ils n'ont jamais parcouru ces champs et ces bois, même s'ils n'ont pas un souvenir dans chaque pierre, dans chaque arbre, à chaque croisée des chemins : ils n'acceptent pas que tout cela soit détruit ! En reprenant cette maison vide aujourd'hui, malgré le risque que la gendarmerie nous en chasse, nous voulons passer ce message :

La lutte continue, nous ne tomberons ni dans le piège de la répression qui veut nous rendre impuissants, ni dans celui de la négociation avec Vinci qui veut faire de nous des accompagnateurs du projet, des complices de notre malheur.

Ils ont les moyens de faire de cette zone un désert. Ils sont en train de transformer les hameaux en villages fantôme, ils rêvent d'un bocage avec des haies en plastique et des grillages de métal, d'une terre où la brume est remplacée par les gaz d'échappement des avions, où les perles de rosée ne glissent plus le long des toiles d'araignées mais sur des panneaux solaires du toit d'un aéroport.

Nous avons toujours dit : un territoire se défend par celles et ceux qui l'habitent, mais pas seulement. D'ici comme d'ailleurs, nous sommes venus montrer à ceux qui nous chassent que nous pouvons ensemble nous dresser contre leur logique comptable et destructive, par notre discours et par nos actes, même s'il faut pour cela enfreindre leurs lois.

Alors que Vinci et l'état socialiste déploie tout une machinerie infernale pour broyer celles et ceux qui ont décidé de rester et refuser de coopérer,

Alors que l'on croise avec tristesse le chemin de celles et ceux qui nous ont accueilli au départ et s'en sont allés,

Alors que les maisons, les terres et les fermes de la zone se vident et que le départ de chaque habitant marque l'arrivée de nouveaux vigiles et un accroissement du flicage de la zone,

Nous sommes ici pour dire : nous ne partirons pas, il n'y a rien à négocier, mais tout à prendre ou tout à perdre !

Ils auront beau nous harceler, nous expulser un à un, nous traîner encore et encore devant les tribunaux, nous continuons de lutter... même si le combat est inégal, même si la résistance semble vaine.

A la veille des expulsions, il nous reste encore une marge de manœuvre : habitons les lieux. Nous devons repeupler la zone à mesure qu'elle se vide pour soutenir celles et ceux qui refusent de partir. Pour empêcher par notre présence l'avancée de projet. Pour hurler notre refus de l'absurde et poser ensemble des gestes de résistance et comme le disait Günther Anders :

« Le courage ? Je ne sais rien du courage. Il est à peine nécessaire à mon action. La consolation ? Je n'en ai pas encore besoin. D'espoir, je ne peux vous répondre qu'une chose. Par principe, connais pas. Mon principe est : S'il existe la moindre chance, aussi infime soit-elle, de pouvoir contribuer à quelque chose en intervenant dans cette situation épouvantable dans laquelle nous sommes miss, Alors il faut le faire »

Prise de parole des Habitants qui résistent, lors de l'ouverture d'une maison au Liminbout, octobre 2012.

Sème ta ZAD : Appel à occupations agricoles

Après plus de 40 ans de combat contre l'aéroport et plus de 3 ans d'occupation sur le terrain, nous paysan.e.s en lutte, habitant.e.s qui résistent, compagnon.e.s venu.e.s de toute la planète... avons préservé les terres de la ZAD du saccage aveugle et de l'urbanisation stérile. Plusieurs générations de paysan.e.s ont façonné le bocage et l'histoire autour de Notre Dame des Landes. A travers les combats syndicaux des travailleurs et travailleuses paysan.e.s, jusqu'à la bataille contre l'aéroport, l'esprit de résistance s'est transmis dans cette région. Pourtant sous la pression de l'état, certain.e.s habitant.e.s et exploitant.e.s agricoles ont été contraint.e.s de céder leurs terres à Vinci. Actuellement 250 Ha sont libres.

Ensemble nous garderons ces terres et nous continuerons à les cultiver collectivement !

Nous sommes déjà nombreu.x.ses à nous organiser sous diverses formes collectives, mais il reste de la place pour d'autres projets. Nous invitons les paysan.e.s sans terre de tous horizons à nous rejoindre sur la ZAD. Pour que les cultures puissent commencer au printemps, nous vous proposons de réfléchir dès maintenant à ces installations de long terme. En respectant cette terre d'accueil venez vous installer avec vos envies, vos outils et votre « cabane de jardin », c'est réellement un des meilleurs moyens de lutter.

Voici quelques idées de projets agricoles qui pourraient s'implanter ici : Reforestation – Arboriculture - Maraîchage – Agroécologie – Permaculture - Productions de Légumineuses et de Céréales – Boulange – Brasserie - Plantation de Fleurs et de plantes médicinales – Elevage de consciences – Apiculture - Traction Animale ... Culture et élevage de variétés et de populations en voie de disparition... Cette zone d'autonomie aura également besoin de compétences artisanales : Travail du bois, de la forge, de la poterie, du textile et de compétences dans les énergies renouvelables.

Pour préparer votre installation collectivement, informez-vous sur zad.nadir.org/semetazad ou contactez nous à semetazad@riseup.net

Nous luttons ici contre un projet d'aéroport polluant mais plus largement contre le pillage de la Terre et la privatisation du vivant. Par nos modes de vie et nos actions, nous sommes aussi concrètement en lutte contre les pratiques de l'agriculture productiviste sous perfusion européenne, qui gave les animaux et les humains : d'ogm, d'engrais, de pesticides, de produits chimiques... Nous luttons contre la contamination des sols, des eaux, du monde vivant, de l'atmosphère, contre le bouleversement climatique... contre la destruction de l'agriculture vivrière partout dans le monde, qui fragilise les sociétés humaines et entraîne des famines, contre les lobbys agro-alimentaires qui contraignent les agricultrices et agriculteurs à l'endettement, à la production normalisée, à la course au rendement et l'ensemble de l'humanité à une insensée dépendance au pétrole pour se nourrir. La résistance au cataclysme capitaliste passe par l'indépendance alimentaire locale. Nous sommes nombreu.x.ses à défendre cette terre pour qu'elle ne soit pas dévastée et nous continuerons à la défendre pour qu'elle ne redevienne pas un produit marchand pollué. Nous voulons que l'eau, la terre, se loger, se nourrir sainement, soient accessibles et gratuits pour toutes et tous. Nous invitons les personnes engagées dans ces combats, à créer des agri-collectifs autonomes et solidaires sur la ZAD, pour que nous développions ensemble, progressivement, notre autonomie alimentaire et notre diversité culturelle. C'est la multitude des cultures, des expériences de vie et de lutte qui font la richesse de la ZAD. Montrons aux parasites politiques que la croissance fertile est ici. Pour que cette énergie vitale s'épanouisse, nous continuerons à nous enraciner ici et à polliniser le reste de la Terre.

Le 13 Avril 2013, en relation avec la journée mondiale des luttes paysannes, nous appelons toutes les personnes qui soutiennent notre mouvement à participer à une grande manifestation de mise en culture des terres de la ZAD

« L'Assemblée Paysanne Sème Ta ZAD »

...Lire la suite sur <http://zad.nadir.org/semetazad>

Projet de déclassification de la départementale D281 sur la portion Ardillières Bois Rignoux.

-Attendu que le département de Loire-Atlantique, maître-d'œuvre pendant des dizaines d'années de l'aberrant projet d'aéroport de Notre-Dame-des-landes et propriétaire D281 a montré son plus grand désintérêt pour ce bien public en la livrant à Vinci pour destruction..

-Attendu que les représentants de cette institution n'ont eu de cesse d'appeler à la curée policière contre les opposants et que cette route a été leur principal accès durant la bataille du Sabot.

-Attendu que ce même département s'est approprié illégitimement, et avec la complicité des municipalités, les chemins vicinaux Notre-Dame-des-landes / Le Temple de Bretagne, et Notre-Dame-des-landes / Grandchamps des Fontaines

Nous proposons que:

-La portion de la départementale D281 située entre les Ardillières et le Bois Rignoux soit déclassée en chemin vicinal ou rural, en hommage à la résistance des opposants à la vaine brutalité policière et à leurs commanditaires politiques.

-Qu'elle soit baptisée « Chemin de la résistance à l'aéroport et à tous les projets mortifères », et que ses entrées soient embellies par des arcs de triomphe à la solidarité populaire qui a permis de repousser ces forces armées.

-En conséquence, qu'elle soit retirée des voies de circulation à grande vitesse et soit dédiée à une circulation des biens, des troupeaux et des personnes en toute sécurité, c'est à dire à vitesse humaine, donc très réduite.

-Que soit aménagé le long, des panneaux retraçant l'histoire des mensonges des politiques et autres décideurs et celle de l'opposition à ce projet aberrant. Qu'il y soit installé des dispositifs contrecarrant toute accumulation de forces armées. Une stèle commémorera la bataille du Sabot.

-.Que ce soit le lieu symbolique de rassemblement, de tous ceux qui s'opposent à ces utopistes du progrès technique et de l'aménagement du territoire qui nous entraînent droit à la faillite monétaire, sociale et écologique.

-Nous considérons que cette réappropriation poétique par des personnes vivant ici ou de passage serait un acte autrement plus humain que les imbéciles et ruineuses œuvres pseudo-artistiques du Voyage à Nantes 2012, Estuaire 2007 2009. ou autres folies éléphantiques

-Nous proposons que sur chaque lieu où une habitation a été détruite, celle-ci soit reconstruite selon les désirs de leurs habitants et ne soit pas soumise aux inhumaines réglementations de l'administration. Qu' en premier lieu, soit reconstruit le village de l'allée des 100 chênes afin que ses habitants puissent y reprendre leurs activités.

-Que les terres libérées par la défaite de Vinci et des aménageurs soient dédiées à l'installation de jeunes paysans et paysannes. Qu'elles servent à l'expérimentation de communautés agricoles et artisanales et non à l'agrandissement d' exploitations agro-industrielles.

Nous rappelons que contrairement à ce que suggèrent certains, l'obstruction à la circulation sur les départementales D81 et D281 est le fait de bandes armées, irresponsables et incontrôlées, prétextant «assurer la libre circulation». Ces mercenaires de Vinci, qui prennent en otage la population, s'acharnent particulièrement sur les habitants qui ont refusé de négocier avec cette mafia du BTP, espérant ainsi les faire «craquer» psychologiquement. Ils arrêtent et provoquent jour et nuit les habitants; fouinent dans tous les coffres et affaires personnelles, jusque dans les paquets cadeaux des enfants.

En conséquence, nous exigeons le départ immédiat de ces dingues de la gâchette et de la grenade, qui ont déjà meurtries de nombreuses personnes et menacent la paix sociale dans notre pays.

Ceci n'est pas un camping.

Suite aux annonces sur le démarrage possible des chantiers du projet d'aéroport de Notre dame des landes, une flopée d'articles reprenant peu ou prou les mêmes formulations copiés-collées sont parues dans la presse. L'une d'elle nous a particulièrement frappé. Dans ce contexte où une nouvelle vague d'expulsion et une destruction définitive de la zone menacent de nouveau, on peut en effet lire un peu partout que : "200 altermondialistes campent toujours sur la ZAD". Le chiffre peut paraître approximatif. Le qualificatif d'"altermondialistes" n'est par ailleurs certainement pas celui dans lequel s'enfermeraient ceux et celles qui ont fait le choix de défendre la zad coûte que coûte et de lutter contre l'aéroport et son monde. Mais qu'importe ! Nous retiendrons surtout cette fois la mauvaise blague consistant à décrire ce qui se vit ici comme un "camping". Elle a pour conséquence nauséabonde de minimiser fortement la portée de ce qui pourrait être détruit si César revenait avec ses troupes sur la zone. Il est permis de se demander si les auteurs de ces dépêches cherchent à dessein à imposer une caricature ultra-réductrice du mouvement d'occupation, ou encore si ils se contentent de recopier la terminologie Préfectorale et n'ont juste même pas pris la peine de se rendre sur le terrain pour observer la réalité de leurs propres yeux.

Rappelons que cela fait maintenant plus de 4 ans que de nombreuses personnes sont venues vivre sur la zone à l'appel d'habitant-e-s et paysan-ne-s souhaitant ne pas laisser le bocage se faire progressivement dépeupler par Vinci. A l'automne 2012, l'opération "César" a détruit une vingtaine de maisons occupées et espaces de vie. Plus du double ont été reconstruits dans les mois qui ont suivi avec les moyens du bord, de l'huile de coude, grâce à la solidarité des comités de soutiens et habitants des environs.

En lieu et place de "camping", il y a en fait aujourd'hui plus d'une cinquantaine de lieux d'habitation collectifs auto-construits - maison singulières ou hameaux, ainsi qu'une dizaine de fermes et bâtisses sauvées de la destruction, rénovées et occupées. Si certains-e-s d'entre nous logeons dans des caravanes, roulottes et autres résidences plus mobiles, un grand nombre d'habitats en dur édifiés sur la zone sont de véritables œuvres artisanales et créatives utilisant une grande diversité de techniques architecturales, usant d'ingéniosité de circonstance et de matériaux à peu près gratuits : terre paille, terre crue, poutres et palettes, pneus, verre, pierre... Certaines maisons reposent à terre, sur pilotis, d'autres sont venues se nicher dans les arbres ou flotter sur l'eau. Nos logis sont sûrement plus joyeux et chaleureux que bien des résidences en série, eco-hlm et autres immeubles gris. Autour de ces habitats, la zad compte une vingtaine de nouveaux projets agricoles et maraîchers, mais aussi des espaces collectifs pour faire de la radio, la fête, des cantines, fabriquer du pain, transformer du lait, coudre, lire, jouer, se soigner, réparer des vélos ou des voitures. Des habitant-e-s ou agriculteurs-trices "historiques", ayant fait le choix de résister aux expropriations et menaces d'expulsion vivent toujours là au côté du mouvement d'occupation. Nous sommes tous et toutes aujourd'hui des "habitants qui résistent".

Non, nous ne campons pas mais nous construisons, cultivons et inventons tout azimut des formes d'existences émancipatrices, malgré la menace permanente imposée par ceux qui veulent nous voir disparaître. Nous nous organisons depuis des années pour vivre dans le bocage au quotidien, pour faire obstacle à la présence policière et aux travaux engagés par Vinci. Beaucoup d'entre nous comptent bien rester ici après l'abandon du projet d'aéroport, et personne sur la zad ne décampera sans résister. Nous ne sommes pas ancrés à ces terres humides par quelques fragiles sardines mais bien par de solides amarres tressées de liens ingérables par la machinerie gestionnaire et marchande d'aménagement du territoire.

ps : Nous ne sommes pas les seuls.e.s, dans les termes du pouvoir, à "camper", surtout lorsqu'il s'agit de nous expulser et de détruire nos habitats, que ceux-ci soient précaires ou bien enracinés. Nous souhaitons exprimer notre entière solidarité avec les autres "campeur-euses" et indésirables qu'ils souhaiteraient rayer de la carte : nomades, rroms, sans-logis ou sans-papiers.

Puisqu'une image vaut parfois mille mots :

Ceci n'est pas un camping...

Communiqué de POTÉS 44¹ : Pourquoi cultiver la Zone ? Au delà de la «sauvegarde des terres agricoles» ...

Nous ne voulons pas séparer la question agricole du reste de nos existences; ni de l'ensemble du mouvement et des multiples formes de résistances qui s'y déploient. Il n'est pas question de réduire nos vies à la nécessité de nos besoins, mais de partir de cette *réalité absolument commune* de la nécessité pour construire une force matérielle autonome. Nous considérons donc l'agriculture comme une *arme de guerre*, pour occuper le terrain contre l'Etat et AGO/VINCI, mais aussi pour nous dépendre pas à pas de la dépossession et conquérir notre autonomie alimentaire.

C'est en répondant collectivement à de triviales nécessités (manger, dormir et s'abriter) que s'éprouve le plaisir de construire et de cultiver ensemble. Non à l'échelle d'un squat mais à celle d'un territoire, non à l'échelle d'une communauté d'intention mais à celle d'une communauté de lutte, non pour construire une alternative mais bien les bases d'une offensive. Envisager l'agriculture comme une *arme de guerre* c'est s'efforcer d'atteindre le point de force depuis lequel nul ne peut plus opposer construction et destruction, vivre et lutter, habiter et combattre. C'est en vain que l'on chercherait à l'occupation des terres de la ZAD un autre mobile que la détermination de ce point. On voit assez par là combien il serait absurde de lui prêter un sens uniquement constructeur, au sens d'une alternative intégrée à la métropole type Zone d'Agriculture Durable, ou destructeur, au sens d'un pur acte de sabotage contre les travaux ou la redistribution des terres. Le point dont il est question est a fortiori celui où la construction cessent de pouvoir être brandies l'une contre l'autre.

La question pour nous n'est donc pas seulement de subvenir collectivement à nos besoins mais d'y subvenir d'une manière qui contribue à contrecarrer la redistribution des terres par AGO et à les mettre en partage pour nourrir cette lutte et d'autres. Nous ne pensons pas que la vocation de ce territoire soit exclusivement agricole, mais nous voyons la *reprise des terres* comme l'un des multiples angles d'attaque pour arracher ce bocage aux décideurs et à leurs projets d'aménagement.

Si nous accordons de l'intérêt aux formes d'autonomies paysannes qui se cherchent dans ce bocage, c'est qu'elles permettent de poser de front et en pratique non seulement la question de la subsistance mais surtout celle de la propriété privée. Ici pour nous, l'un des enjeux est de tout faire pour ne pas laisser AGO-VINCI et l'Etat rendre de nouveau effective, contre nos usages, leur *propriété de papier*. Celle qui veut que la moindre parcelle d'espace se vende, se loue, s'achète, se monnaie...

Pour communiser les terres de la ZAD notre stratégie est de renforcer et de multiplier les initiatives agricoles, hors cadres, illégales, non-professionnelles, qui sont *autant de gestes* pour signifier matériellement à ceux qui les convoiteraient que nous ne nous laisserons pas faire. Chemin faisant, ces tentatives nous permettent d'expérimenter des pratiques culturelles, des modes de partages (non marché, ravitaillement de cantines), des formes de travail en commun, et d'affiner notre critique de l'agriculture industrielle et marchande.

Ces tentatives permettent également des rencontres avec des paysans avec qui se dessine une convergence pour défendre les terres de la ZAD contre les agrandissements d'exploitations agricoles existantes. Cette volonté commune s'est traduite par des *actions directes agricoles* menées de concert avec les organisations professionnelles agricoles de la région, et les agriculteurs de la ZAD qui luttent contre le projet d'aéroport et qui sont eux-mêmes l'objet de procédures d'expropriation par AGO/VINCI.

¹ POTÉS 44 : Partisans Organisés pour Terroriser l'Etat Socialiste. Organe clandestin qui rassemble : Confédération Partisane 44, Refuge paysan 44 (structure d'accueil des évadés à vélo), GAB 44 (Groupe des Agités du Bocage), AMAP (Autonomes Mais Absolument pas Paysans), CIVAM (Communistes en Insurrection Volant à l'Attaque de la Métropole).

Ces occupations de terres sont pour nous un axe pour renforcer le mouvement. Les semis collectifs illégaux accompagnés de plantation de talus et de haies menés le 5 octobre 2013 avec l'ADECA, COPAIN et Sème Ta ZAD sur la zone travaux en sont un exemple. Les cultures collectives de sarrasin lancées avec COPAIN et Sème ta ZAD ce printemps sur des terres à l'est de la zone prolongent cette dynamique. A l'heure où les travaux relèvent de plus en plus de l'hypothèse farfelue, les semis de ce printemps visaient surtout à empêcher les agriculteurs qui ont collaboré avec AGO/VINCI de se faire redistribuer les terres qu'ils ont cédés... en plus des compensations et indemnités qu'ils ont déjà touchées auparavant ! Nous refusons que des gros exploitants touchent le «*beurre et l'argent du beurre*». La terre n'appartient pas à ceux qui la louent à AGO-VINCI, mais à ceux qui l'habitent, la cultivent et la défendent.

C'est dans ces expériences de *communisation* des terres avec les paysans et habitants en lutte que nous pourrons faire en sorte que ce qui s'est éprouvé depuis le début du mouvement d'occupation ne soit pas une simple parenthèse mouvementée avant l'abandon définitif du projet. Cette situation nous donne une occasion rare d'expérimenter des formes d'auto-organisation sur un territoire ingouvernable, d'éprouver, depuis des mondes très différents, la possibilité de la *commune*.

Nos armes sont l'occupation et les cultures sauvages, la cartographie et les machines agricoles collectives, les houes et les fumigènes, les barricades et les hangars, l'essence et la bouillie bordelaise, les vieux tracteurs pourraves et les carioles à vélo.

Nos tentatives visent à :

☠ Construire une contre-économie parallèle faite d'autoproduction et de travail collectif non salarié, de caisses communes et de prix libre, de dons et de contre-dons, qui nous permette nourrir la *grève humaine*, de répondre à nos besoins collectifs à la place du capitalisme, de désertier plus massivement le salariat et de lutter collectivement contre la dépossession.

☠ Dessiner une zone qui se libère pas à pas du pouvoir d'Etat, dans laquelle s'expérimentent des formes d'auto-organisation en rupture avec les logiques gestionnaires, policières et marchandes.

☠ Etablir une Commune dotée d'une force matérielle, capable de défendre son territoire mais aussi de se projeter pour attaquer ailleurs, et surtout de contaminer d'autres espaces, d'appuyer d'autres mouvements.

☠ Elaborer une force matérielle autonome capable d'intervenir dans des mouvements sociaux d'ampleur : capacité ravitaillement de grévistes, d'occupants de places, d'émeutiers ; possibilités d'usages offensifs des outils agricoles ; capacité de blocages des flux qui traversent la zone et ses alentours pour appuyer une situation de débordement à Nantes ou ailleurs.



De la ZAD aux Communaux ? Quelques pistes à explorer pour aller plus loin...

1

Beaucoup de questions se posent actuellement sur le devenir des terres de Notre-Dame-des-Landes une fois le projet d'aéroport abandonné. Des pistes sont explorées par plusieurs composantes du mouvement, mais en réduisant trop souvent la question foncière à celle du statut juridique futur de ces terres, la question des usages à un enjeu de propriété. D'un autre côté, sur la ZAD, intronisée « zone de non droit » de l'aveu même du pouvoir, beaucoup de conflits d'usage se déploient. Qu'il s'agisse de l'usage des prairies et des champs ou de celui des routes et des chemins, de la chasse ou des pratiques agricoles, ces conflits sont multiples.

Le devenir de ces terres dépend entièrement de notre capacité à y vivre en commun aujourd'hui. Ces deux problématiques sont indissociables. Si nous ne parvenons pas, ici et maintenant, à concilier les différentes pratiques et la multiplicité des usages qui co-habitent sur les terres de la ZAD, alors il nous sera difficile de nous projeter ensemble dans un avenir sans aéroport.

2

A l'heure où les décideurs pataugent, où le projet est comme gelé dans une sorte de moratoire qui ne dit pas son nom, nous disposons d'une fenêtre de quelques années pour rendre envisageable et surtout désirable l'hypothèse d'une Commune à Notre-Dame-des-Landes. Demain, quand les cumulards et autres gros propriétaires voudront se partager le gâteau du foncier ou quand l'Etat établira de nouveaux plans pour ce bocage, ce n'est que par une volonté commune qu'ici se vive autre chose que nous pourrions leur résister.

Pour l'instant, nous avons en partage le refus d'un aéroport. Si nous en restons là, nous sommes condamnés à disparaître en tant que mouvement au moment de l'abandon du projet contre lequel nous nous organisons. C'est en faisant naître parmi nous un horizon commun vers lequel cheminer que nous serons capables d'empêcher la reconquête de ce territoire par la métropole. Au moment où ce bocage n'a jamais été aussi ingouvernable, nous refusons de croire que pendant les semis collectifs ou sur les barricades, pendant les chantiers de construction ou dans les rues de Nantes, il était simplement question d'un aéroport.

3

Comment faire pour résoudre les conflits d'usages entre habitants sans avoir besoin de la police ou de la justice ?

Comment faire pour habiter ce bocage et y construire des formes d'organisation collectives sans avoir besoin de la chambre d'agriculture ou de la CDOA (Commission Départementale d'Orientation Agricole), ni d'experts ou d'aménageurs, pour décider des usages présents et futurs de ces terres ?

Comment faire pour que les personnes qui vivent, habitent et cultivent la ZAD, mais aussi toutes celles qui participent du mouvement de lutte, puissent ensemble déterminer ce qu'elles veulent pour ce territoire, et ensemble construire ce que sera ce bocage demain une fois que nous aurons fait échouer le projet d'aéroport ?

Comment faire Commune ?

«La commune - le municipio- a été dans la péninsule ibérique la formation sociale la plus proche de la polis grecque et en même temps la plus contraire à l'Etat (...) Les décisions se prenaient en assemblée ouverte; les voisins se régissaient à travers des normes dictées par la coutume et combattaient la misère par l'usage collectif des terres communales. Dans une telle société sans Etat - ou plutôt hors de sa portée - eut lieu la synthèse entre l'urbain et le rural qui donna forme à une culture riche et intense. »

Miguel Amoros, Le second assaut

4

Construire des *communaux*, peut être un premier pas dans la perspective de *faire commune*. Par *Communaux* nous désignons à la fois un territoire partagé, les *terres communales*, et les infrastructures de l'autonomie qui s'y élaborent, les *communs*.

4 bis

Les communs, c'est toutes les infrastructures de l'autonomie dont a su se doter le mouvement au fil des années et qui s'inventent au jour le jour dans ce bocage. Ces outils sont multiples et ont pour objet de s'organiser collectivement pour répondre à nos besoins :

- se nourrir (cultures collectives sur les terres occupées, formes de mise en partage des machines agricoles communes, tentatives de distribution non marchandes des denrées autoproduites sur la zone mais aussi des invendus des supermarchés, etc.).
- s'informer et communiquer (radio klaxon, zadnadir, zadnews, photocopilleuses communes, etc.).
- se défendre (formes de mises en partages de matériel médical et d'apprentissage collectif de gestes de soins, de stratégies de défense face à la police et à la justice, caisse antirépression, diffusion de pratiques et de matériaux pour l'affrontement, tractopelle commun, etc.).

Les communs, *pour l'instant*, c'est un archipel diffus de groupes entremêlés qui s'organisent parfois ensemble, parfois côte à côte, pour tenir des infrastructures mises en partage avec l'ensemble du mouvement. Pour nous *en puissance*, ce joyeux bordel n'est rien moins qu'une esquisse de base matérielle pour asseoir une Commune dans ce bocage. Reste à renforcer ce mouvement, à accroître notre force matérielle tout en approfondissant les modes de partages qui y sont attachés.

4 ter

Les terres communales, c'est un territoire mis en partage dans lequel la propriété foncière, la propriété du sol, n'est plus définie par le droit, pour l'instant inapplicable dans ce bocage. Par *territoire*, nous entendons : les champs, les bois, les prés, les haies, les fermes, les maisons et les cabanes, mais aussi les routes et les chemins. Le territoire des communaux, c'est donc :

- un territoire physique délimité collectivement et déclaré comme *bien commun*, c'est à dire comme *propriété collective du mouvement* ;
- un territoire voué aux usages des individus et des groupes qui l'habitent, le défendent ou le cultivent, qu'ils habitent ou non de manière continue sur la zone, qu'ils la traversent ou s'y promènent, y cueillent des plantes ou des champignons, y chassent du gibier ou y observent les tritons...
- un territoire dont les usages présents et futurs sont discutés par le mouvement réuni en assemblées, et non pas par des décideurs, des aménageurs, des experts, déconnectés de ce qui se vit ici.

5

Sur la ZAD, le contour encore incertain des *terres communales* pourrait être le suivant : il inclurait toutes les terres appartenant à AGO/VINCI exceptées celles dont les paysans en lutte ont actuellement l'usage et qui les font vivre. Parmi ces terres il y aurait donc à la fois des terres redistribuées et des terres en zone travaux.

Que ce soit bien clair : la *communisation* d'une partie des terres de la ZAD n'a pas pour objectif de soustraire des terres aux agriculteurs *en lutte*, qui refusent de collaborer avec AGO, qui font l'objet de procédures d'expropriations et de menaces d'expulsion. Nous souhaitons qu'ils puissent continuer d'avoir l'usage de ces terres et de les travailler dans de bonnes conditions. C'est l'un des enjeux du mouvement : pouvoir *communier* avec tous les paysans et les habitants qui ont refusé le projet et claqué la porte au nez d'AGO/VINCI.

6

Il est possible d'imaginer une multitude d'usages agricoles pour les terres communales :

- Qu'elles continuent de servir à des cultures collectives pour nourrir cette lutte et d'autres.
- Qu'elles puissent servir à de nouvelles installations qu'elles soient issues du mouvement d'occupation, de la jeunesse paysanne des alentours, d'habitants du coin ou de nouveaux arrivants venus d'ailleurs, qu'elles soient légales ou illégales.
- Qu'elles puissent être cultivées par des comités locaux intéressés par l'idée de conduire des cultures sur la zone.
- Qu'elles puissent également servir à dédommager des agriculteurs en lutte dont les terres seraient affectées par des fouilles, des forages, ou les conséquences d'une nouvelle occupation militaire.
- Qu'une partie de ces terres puisse servir à des cultures de solidarité dont la récolte serait destinée à d'autres groupes au de-là de la ZAD.

7

Les terres communales de la ZAD, ce n'est pas uniquement le territoire où se déploient de multiples usages dans le présent, ce sont également des terres que nous *réserveons* à des usages futurs déterminés collectivement. Pour les usages agricoles, c'est dans la perspective de constituer une *réserve foncière*, que COPAIN et l'ADECA se retrouvent parties prenantes de dynamiques d'occupation. Les terres de la *réserve foncière*, auraient pour vocation de permettre des installations agricoles futures contre l'agrandissement d'exploitations agricoles existantes.

Penser les usages possibles de ces terres pour l'avenir implique de s'organiser ensemble dès aujourd'hui, hors de toute légalité, contre les agrandissements d'exploitations existantes, et contre la redistribution opérée par AGO/VINCI. Cela nécessite également de s'organiser en commun pour cultiver ou entretenir ces terres. C'est en ce sens qu'ont été menés les semis collectifs de céréales du 5 octobre 2013, les semis de sarrasin du printemps 2014, et les futurs semis de prairies sur ces mêmes terres occupées. Aujourd'hui, l'occupation illégale des terres s'affirme comme une stratégie partagée par toutes les composantes de la lutte. Qu'il s'agisse de l'idée de réserve foncière, ou de celles des communaux, ces projections dans l'après-projet, qu'elles cherchent à prolonger la situation extra-légale d'aujourd'hui ou à explorer des formes juridiques pour l'avenir ne seront possibles que par un approfondissement des pratiques et des rencontres nées de cette lutte.

Que ce soit clair : de même que les terres travaillées par des agriculteurs en lutte sur la zone ne sont pas incluses dans les terres communales, les terres déjà habitées illégalement par le mouvement d'occupation ne rentrent pas dans la *réserve foncière*. Il n'est pas question d'imposer de futures installations agricoles à des endroits où d'autres formes de vie et d'usages se déploient et se projettent dans un avenir sans aéroport.

Mais le territoire des *communaux* est plus vaste que les terres que nous cultivons. Il dépasse largement la simple question des usages agricoles. Approfondir et étendre ce qu'il y a de commun dans le mouvement, c'est construire dès à présent la force qui permettra, une fois le projet définitivement abandonné, que ce territoire soit façonné par et pour celles et ceux qui y en ont l'usage, pour l'autodétermination de ce bocage, pour que demain, la ZAD devienne *Commune* plutôt qu'aéroport.

Construire les communaux, c'est défendre ce territoire contre tout projet d'aménagement de la métropole (aéroport, barreau routier, lotissement, éco-quartier, réserve naturelle, etc.) tout en se donnant les moyens pour que tous les habitants expulsables qui le souhaitent puissent rester et continuer de vivre sur ce territoire, qu'il s'agisse d'habitants avec ou sans droit et titre, récents ou anciens, de maisons, de fermes ou d'habitat auto-construit, de caravanes, etc.

C'est pousser un mouvement sur le point de faire définitivement échouer le projet d'aéroport à s'attaquer à l'un des fondements de son monde : la propriété foncière. C'est chercher à réaliser un très vieux rêve : que nul ne puisse vendre, acheter ou monnayer l'usage des terres, cabanes et fermes, friches et champs que nous avons en partage.

Les habitants «demandent qu'on ne soit plus obligé de (...) payer des rentes pour des biens communs» et «qu'il ne soit plus disposé de ces mêmes biens que par un commun consentement».

Extrait des Cahiers de doléances de la paroisse Fay de Bretagne « dressés par les habitants (...) assemblés le quatre avril 1789 ».

Nombre de pratiques qui se déploient dans le mouvement contre l'aéroport et son monde tendent *déjà* vers la réalisation d'une partie de ces objectifs. C'est pourquoi plutôt que de partir d'un hypothétique statut juridique futur, nous souhaiterions prendre pour point de départ ces pratiques nées de la lutte, et construire ensemble une *coutume*.

Pour construire les communaux, il nous faut donc partir des pratiques qui sont déjà à l'oeuvre sur le territoire (habitat illégal, cultures collectives en plein champ, potagers, permaculture, chasse, autoconstruction, exploitation agricoles professionnelles, cueillette, balades...) ainsi que des espaces d'organisation qui existent déjà (Assemblées du mouvement, Sème ta ZAD, COPAIN, réunion des habitants, discussions informelles, etc.). C'est en partie de ces espaces d'assemblée, même si nous éprouvons par ailleurs leurs limites, que sont issues les *infrastructures de l'autonomie* dont s'est doté le mouvement ainsi que la dynamique de *reprise des terres*. Mais, pour donner corps aux communaux, il nous faut inventer de nouvelles formes et créer de nouveaux espaces pour traiter de la question des usages du territoire.

Imaginons une *assemblée extraordinaire* impliquant le mouvement toutes ses composantes, ainsi que les habitants de ce bocage, les personnes et les groupes qui en ont l'usage : l'Assemblée des Communaux.

L'assemblée des Communaux ne serait pas une structure légale officielle. Elle serait une structure *coutumière*, horizontale, un espace où s'invente progressivement, au rythme des conflits, une manière de vivre ensemble, à l'échelle de la ZAD. Elle serait aussi un lieu depuis lequel affirmer la primauté de nos pratiques et de nos usages sur le droit en vigueur.

La première assemblée des communaux, solennelle et *déstituant*, pourrait se dérouler dans un lieu du pouvoir foncier (CDOA, chambre de l'agriculture, siège de la SAFER...). Son geste inaugural pourrait être *l'expropriation* sauvage d'AGO VINCI, et la déclaration en Communs d'une partie des terres de la ZAD. Elle pourrait publier une carte des communaux et une lettre ouverte aux agriculteurs qui se sont vu redistribuer par AGO-VINCI des terres communales, pour leur signifier que cette redistribution est nulle et non avenue, puisque ces terres sont nôtres.

10 bis

Suite à cette première assemblée, il pourrait s'en tenir une par saison. Les usages d'un territoire s'inscrivent dans des rythmes saisonniers : la cueillette, la chasse, les semis et les récoltes, l'élevage et le bois de chauffe sont pris dans des cycles. Caler le rythme de l'assemblée des Communaux sur celui des saisons, en discutant durant l'hiver de ce qui adviendra au printemps permettrait d'anticiper les conflits d'usages avant qu'ils ne se présentent, mais aussi d'élaborer des stratégies d'occupation pour contrecarrer la redistribution des terres opérée chaque saison par AGO/Vinci ou le conseil général avec l'attribution de baux précaires, mais gratuits, à des gros exploitants. Tout au long de l'année, entre chaque assemblée saisonnière pourraient s'organiser des groupes pour réfléchir et agir sur des aspects spécifiques de la *vie commune* : question des déchets, du bois de chauffe, des fossés, de la chasse, des routes, etc.

11

Nous croyons à la nécessité politique et stratégique d'opposer à la légitimité du droit conçu par et pour les décideurs, celle d'une assemblée qui rassemble le mouvement dans toutes ses composantes, et qui accorde une place centrale aux usages et aux manières de *l'habiter* sur la ZAD. En revanche, nous ne croyons pas une seconde que la simple création d'une assemblée de plus puisse résoudre par magie les conflits d'usage sur la zone. Elaborer du commun ne signifie pas pour autant faire disparaître les conflits.

11 bis

Communer, signifie une volonté de s'organiser collectivement et donc une disposition au compromis, une capacité à faire des concessions mutuelles, mais aussi une disposition à l'autodéfense, une capacité à assumer certains conflits. *Communer* signifie donc aussi être en mesure, quand toutes les formes de médiations sont épuisées et qu'il n'y a plus d'autre choix, de se constituer en force pour faire primer le *bien commun* sur l'intérêt privé.

Ne perdons pas de vue que les communaux sont une stratégie pour soustraire des terres à l'Etat et à la propriété privée. Quiconque collabore avec AGO-VINCI ou décide de s'accaparer un bien commun en empêchant d'autres de continuer d'en avoir l'usage doit craindre que la communauté de lutte qui s'élabore depuis des années dans ce bocage, se retourne contre lui. Si nous ne parvenons pas à constituer cette force, le retour à l'ordre sera toujours désirable pour une partie significative de celles et ceux avec qui nous avons ce territoire en partage.

12

Sur la ZAD, les communaux sont déjà là, *en puissance*. A nous de les approfondir, de les renforcer, de les étendre et de les défendre. A nous de les rendre visibles de nos complices ailleurs pour que chaque tentative d'arracher un fragment de territoire à l'emprise de la marchandise, de la métropole, de l'Etat, contamine par delà le local. A nous de les rendre visibles du pouvoir pour qu'il soit contraint de prendre acte de notre sécession. Il nous faut des mots pour dire nos pratiques et les rendre partageables, des mots pour *dire, agir et faire* cause commune. Reprise des terres et déprise vis à vis des pouvoirs institués sont pour nous deux lignes d'un même front.

13

Pour donner corps aux *communaux*, une assemblée saisonnière ne suffira donc pas, il s'agit de *faire communauté*. Si nous voulons parvenir à faire coexister les différents usages du territoire, les différents rapports au monde qui se déploient dans ce bocage, il nous faut créer des coutumes, des rites, des solidarités et des habitudes communes. Multiplier les moments de travail en commun, densifier les échanges et les solidarités, les dons et contre-dons qui font l'épaisseur de nos liens. Il faut pour cela construire d'autres espaces, expérimenter d'autres outils, d'autres pratiques, d'autres formes que les assemblées, même si ces dernières sont indispensables par ailleurs. Il nous faut approfondir les rencontres, les passerelles entre les mondes, et les amitiés improbables nées de cette lutte.

13 bis

Imaginons :

- Poursuivre et amplifier les actions de semis collectifs avec les agriculteurs de la zone et de la région.
- Penser des actions collectives pour tracer de nouveaux talus sur certaines terres communales, pour marquer le territoire et redensifier le bocage au de-là des terres que nous cultivons. Ces actions seraient prolongées par des chantiers de plantation de haies.
- Organiser des chantiers collectifs réguliers pour entretenir routes, chemins et fossés, le ramassage des déchets...
- Multiplier les repas communs pour se retrouver avec le mouvement autour de grandes tablées, en dehors de tout enjeu décisionnel.
- Etablir une série de chantiers collectifs, à la fois pour signifier que nous entrons dans un avenir sans aéroport, et pour renforcer les infrastructures de l'autonomie, améliorer les modes de partages qui s'y rattachent, et en créer de nouvelles. Ces infrastructures communes pourraient être multiples : avoir un lieu chaud et confortable pour tenir assemblée, un lieu de stockage pour faciliter la mutualisation des récups, un espace de recyclerie pour nos déchets, des bains-douches publics, ou bien d'autres choses encore à imaginer ensemble.

14

Nous sommes tous, désormais occupants sans droit ni titre aux yeux de l'Etat que nous soyons anciens locataires, agriculteurs en lutte, ou personnes ayant fait le choix de venir vivre ici illégalement pour empêcher les travaux et occuper des terres. C'est à nous, en approfondissant les pratiques extra-légales d'aujourd'hui, de *créer* une forme de propriété collective fondée sur les usages communs du territoire, par et pour ceux qui habitent, défendent ou cultivent ce bocage. C'est à nous de *faire communauté* pour devenir *Commune* et ainsi se projeter dans un décrochage durable de ce territoire vis à vis des pouvoirs institués, pour peupler les années à venir d'une tentative qui susciterait autre chose que le désir d'un retour à l'ordre.

Albano le 30 juin 2014

Construire l'avenir sans aéroport

Sortir du bois, rentrer dans le dur !

Depuis le début du mouvement d'occupation sur la ZAD, s'élabore progressivement une force matérielle. Ces dernières années, notre ancrage sur le territoire a gagné en ampleur. De nombreux lieux se sont construits, de nombreux collectifs se sont installés et vivent grâce à l'autoproduction, à la récup', aux dons, aux vols et aux achats collectifs. Des infrastructures liées à des usages communs ont été mises en place : le hangar du Rosier pour le stockage des récoltes et des machines agricoles collectives ; l'atelier de mécanique tracteurs et la meunerie, à St Jean du Tertre ; la radio pirate « Klaxon », une fromagerie, une boulangerie, etc.

Le conflit qui nous oppose à l'État et à Vinci a précipité, depuis l'échec de l'opération César, une forme de sécession que nous assumons. Toutes ces infrastructures communes que nous construisons visent à l'autonomie politique, à la construction d'un mouvement qui, d'une part, combat les logiques marchandes, gestionnaires et policières ; et qui, d'autre part, cherche à construire des lieux, à esquisser des communes, à habiter des territoires d'où il est possible de s'en affranchir.

Nulle quête d'autarcie, ce repli cauchemardesque ! Il s'agit depuis ce bocage de participer à un mouvement révolutionnaire qui déborde le territoire de la ZAD : ravitaillement du mouvement d'occupation par le « non-marché », mais aussi de cantines populaires en villes, d'autres luttes de Calais au Testet, en passant par le presbytère occupé du Vieux Doulon à Nantes, ou encore les semis collectifs de blé avec des comités locaux. A chaque fois de nouvelles circulations, de nouvelles solidarités s'inventent et se nouent. Cette sécession, cette affirmation d'un territoire en lutte, n'a été rendue possible que par un soutien massif venu de la région comme d'ailleurs, qui s'est mué en un va-et-vient rayonnant.

Habiter la ZAD pour nous, c'est construire une puissance collective capable de tenir le territoire face aux flics et aux machines mais aussi de répondre collectivement à nos besoins et de se projeter dans le long terme. Réaliser nos désirs, nos rêves, pour bien vivre en s'affranchissant de la nécessité et de ses galères, nous attache à ce territoire. Notre manière de l'habiter s'oppose à la morale écologiste qui légitime les nouveaux gestionnaires et t'explique qu'il faut bien fermer ton robinet quand tu te laves les dents. Si nous assumons de vivre ici, d'habiter ce bocage, ce n'est pas pour le transformer en musée où l'on aurait le droit de toucher qu'avec les yeux. Nous ne pensons pas être coupables du gaspillage et du massacre ambiant, si nous pensions ainsi alors nous nous réduirions à l'impuissance et resterions paralysés.

Loin de nous l'idée d'une nature à protéger : le bocage n'est pas un milieu naturel. Il est le résultat d'une histoire, de la façon dont les habitants d'un territoire vivent avec ce qui les entoure. On veut prendre soin de lui, non pas parce qu'il est fragile, ni parce qu'il nous appartient, mais parce qu'on vit dedans. L'homme et la nature de doivent pas être considérés comme séparés. Nous plantons, nous récoltons, nous construisons, nous habitons, et luttons dans un même élan ... Les différents plans de la vie : manger, fêter, baiser, lutter, apprendre sont inséparables. Couper un arbre vivant pour construire une cabane ou un hangar et planter une haie bocagère sur une parcelle occupée sont des gestes indissociablement liés.

C'est l'hiver sur la ZAD, saison pour récolter le bois dont ce bocage regorge. Une série d'assemblées ont permis de s'organiser collectivement autour de cet enjeu autant pour le bois de chauffe que pour le bois d'œuvre. Différents besoins, projets, envies et réflexions ont émergé. En fait, parler exclusivement de besoins, ou d'envies, serait erroné ou partiel. Nous traversons les forêts, lors un trajet ou pour flâner. Nous coupons des arbres pour bâtir, nous prélevons du bois vivant ou mort pour nous chauffer. Certains arbres emplissent la panse et ravissent le regard. Les haies protègent nos champs du vent, nos pas des regards indiscrets.

Ainsi, ces assemblées, entamées en novembre dernier, ont réuni des personnes intéressées par le bois de chauffage pensé sur le long terme, le bûcheronnage, la charpente, l'arboriculture... Les premières discussions sont aussi parties de nos savoirs faire et de nos expériences mis en commun. Systématiquement, nos rendez-vous et chantiers ont été expliqués dans les différentes assemblées du mouvement et annoncés dans le ZAD news.

Pour le bois de chauffe : la réouverture d'un ancien chemin, bordant le chemin de Suez, baptisé chemin de Panama, une ballade-repérage avec les paysans du CIVAM sur la vie et l'entretien des haies, une formation technique et pratique sur les outils de coupe, un chantier d'entretien d'une haie à Bellevue. Le bois ainsi récolté ira pour moitié aux usages collectifs (boulangerie, chauffage des lieux de réunion) et pour moitié aux besoins des participant-e-s aux chantiers.

Pour le bois d'œuvre : un tour d'une grande partie des lieux de la ZAD a été réalisé pour expliquer le processus autour du bois, et estimer les besoins des projets de chantiers. Parmi ces projets, certains sont portés par des individus ou des groupes, d'autres ont vocation à nous rassembler, plus largement. Une fois ces besoins recensés, deux premières journées de coupe se sont déroulées au Pré Faily. Elles se poursuivront par une ballade pour repérer les zones trop denses en forêt de Rohanne et marquer des arbres potentiellement abattables. D'autres rendez-vous sont prévus pour nettoyer les chantiers de coupe, débarder, stocker le bois de chauffage, organiser la venue d'une scierie mobile cet été.

Ces coupes furent une occasion supplémentaire de discuter en assemblée comme partout ailleurs, parfois vivement, et de confronter nos différentes visions du territoire. Durant nos rencontres sur l'estimation des besoins en bois d'œuvre, une évidence est apparue : que nous souhaitions avant tout permettre l'usage d'une infrastructure commune – la scierie mobile – mais surtout pas créer un « service public du bois » avec ce qu'il peut comporter d'assistanat. La meilleure façon de recréer un pouvoir consisterait à instituer une dépendance sous forme de services. C'est contre cela, plus que jamais, que nous appelons les habitants, occupants, personnes parties prenantes de la lutte de près ou de loin, à contribuer par leurs savoirs, leur matériel, leurs propositions, aux processus de *Construire en dur* et d'*Abracadabo*.

L'idée de construire en commun sur la zone est à la fois une forme de résistance déterminée au projet d'aéroport et un pied de nez aux destructions commises par la préfecture lors de l'opération César. C'est imaginer une série de chantiers comme autant d'affirmations que l'aéroport ne se fera pas, comme autant d'occasion de se projeter dans la durée, comme autant de moments de rencontres pour renforcer la lutte.

Si nous bâtissons dès aujourd'hui, un avenir sans aéroport et sans permis de construire, c'est parce qu'une zone si grande où foisonnent des pratiques et des formes de vies quasi systématiquement criminalisées ailleurs, nous est très précieuse. C'est en habitant, en construisant, en se sentant bien ensemble que des rêves naissent, que des possibles sont entrevus, comme autant de promesses auxquelles nous finissons par nous sentir liés.

Les maçons du ciel,
quelques jeunes pousses de la ZAD,
quelques vieilles branches,
les passeurs d'embûches,
les feux de tout bois,
les scieurs de long terme, etc.



Des racines pour l'ouest

Un verger sur la ZAD

Nous sommes un groupe motivé pour planter et entretenir un verger sur la zone. La perspective de manger des fruits, les transformer, faire des jus et de la gnôle nous enthousiasme beaucoup. Et en mettant ces racines en terre, nous voudrions du même coup enterrer un peu d'un monde que l'on voudrait agonisant. Le monde rêvé des décideurs, technocrates et aménageurs qui prévoient qu'« à 10heures, tout serait terminé »¹.

Ce geste prend donc évidemment une dimension symbolique, mais pas seulement. Planter des arbres, c'est s'inscrire dans la durée et signifier clairement que l'abandon du projet d'aéroport n'entraînerait pas la fin de l'occupation ici. C'est aussi une façon de créer de nouveaux possibles, de se réappropriier le territoire et d'en diversifier les usages pour renforcer nos moyens matériels d'autonomie et de résistances contre l'aéroport et le monde qui va avec.

A partir de 1950, subventions à l'arrachage de pommiers, interdiction de planter des vergers de plus de 20 arbres sans autorisation, suppression des privilèges des bouilleur-euse-s de crus, remembrements, aménagement et « progrès industriel » ont fini de déposséder les campagnes de leurs arbres fruitiers qui fleurissaient alors partout dans les vergers autour des communes, dans les haies, les allées, les jardins, les cours des fermes, les cimetières...

Qu'on soit professionnel-le-s de l'agriculture ou non n'est pas la question. Notre projet ne cherche pas à être économiquement viable mais à s'affranchir du système économique capitaliste.

Ce système qui commande de déménager nos vies au gré des impératifs du marché du travail. Qui « aménage nos cadres de vie² » de façon à ce qu'aucun espace n'échappe plus à sa logique de fonctionnalité, de rentabilité. Les personnes qui habitent ces lieux ainsi aménagés les voient façonnés, bouleversés selon des critères qui leur son étrangers. Les territoires sont rendus lisses, standardisés, interchangeables. En plantant des arbres, nous voulons faire en sorte qu'« ailleurs » ne soit plus, pour nous, équivalent à « ici », c'est nous donner des raisons bien concrètes de ne pas s'en laisser déraciner.

Nous avons envie de planter une cinquantaine d'arbres, en créant une haie fruitière à l'occasion et avec des espèces et variétés diverses - soit trop peu d'arbres de chaque variété pour que cela puisse être un jour commercialisable. Nous sommes intéressé-e-s par les variétés anciennes, rustiques qui ne donneront pas les fruits considérés vendables en supermarché (telle pomme est trop grise, l'autre n'a la griffe à la mode qu'une année sur trois...). Cela a aussi du sens pour nous de planter une partie d'arbres sur haute-tige (qui vivront très vieux et grimperont haut). Nous voulons aussi créer une pépinière notamment pour repeupler de fruitiers les haies et autres lieux de la zone. Bref, notre projet est bien loin des normes imposées par la SAFER ou la chambre d'agriculture et c'est tant mieux !

Nous vous inviterons en décembre à un chantier collectif pour la plantation, au Moulin de Rohanne. Mais aussi à des ateliers partage de savoirs autour du verger. La récolte (pas tout de suite) sera partagée sur les non-étals du non-marché³ et avec d'autres projets de luttes amies (solidarité avec les migrant-e-s de Calais, la lutte de la ZAD du Testet, cantines populaires en ville ou ailleurs, etc...).

Pour nous rencontrer , on est aux A.G sème ta zad
qui ont lieu un mercredi sur deux à la Châtaigne.

1 Christian de Lavernée a déclaré aux journalistes, le matin du 16 octobre (premier jour de l'opération d'expulsion de la zone qui durera plusieurs semaines pour finalement se solder par un échec) : « A 10 heures, tout était terminé ».

2 Slogan d'Eurovia, filiale de Vinci

3 Le « Non-marché » est un lieu de rencontres, d'information et d'échanges, gratuits ou à prix libre, des productions de la zad. Tous les vendredis de 17 à 19h au carrefour du moulin de Rohanne. Venez-nombreu-se-s !

« Cher Manuel Valls,

Nous avons bien lu tes déclarations dans la presse et te remercions chaleureusement d'avoir décidé, comme tant d'autres, de venir construire sur la ZAD© de Notre-Dame-des-Landes. Pour te témoigner notre reconnaissance, nous avons la joie de t'offrir, un peu en avance, ce superbe cadeau : une truelle !

En effet, nous avons besoin d'énergies indomptées comme les tiennes. Le printemps approchant, la campagne 2015 "Construire en dur sur la ZAD" va débiter. Tu pourras donc participer à nos côtés à la création de l'auberge du Liminbout, à l'édification d'une bergerie, d'une salle polyvalente, d'une nouvelle laiterie, ou encore à la rénovation des halles du non-marché. Enfin, tu apprendras à apprécier les charmes bucoliques de nos communs forestiers, en entretenant avec nous les bois et les haies du bocage.

En outre, tu pourras mettre toute ta créativité au service de la poursuite des travaux de défense de la zone, par exemple en soudant de nouvelles barricades mobiles, ou encore en améliorant nos fameux "lance-pierres géants", dont tes services de renseignements, jamais avares de flatteries, ont révélé l'existence. Le futur est entre nos mains Manuel !

Et saches qu'ici, tu pourras enfin quitter ce costume ringard de premier ministre. Laisse tomber ces antiquités mon vieux ! Avec nous, pas besoin de chefs, de représentants, pas besoin de soigner ton image de marque. Fini tout ça : tu pourras enfin passer du spectacle de la politique à une existence politique. Laisse tomber les indices économiques, les cotes de popularité, les évaluations et les crédits : reprends ton destin en main Manuel !

Pour ne rien te cacher, nous avons plus important à faire que de créer une « cellule d'assistance psychologique aux prochains premiers ministres vaincus par la ZAD ». Des mondes ici se tissent, que nous entendons bien défendre, et voir proliférer. Il ne tient qu'à toi de désertir, afin de prendre place au sein de nos redoutables festins !

Jack Attalist & le ZAD think tank

P.-S. : La truelle est à retirer sur place.



les Q de Plomb

C'est une association informelle qui a été créée en 2008 avec des habitants du Liminbout et les premiers habitants qui occupaient le Rosier, ferme aujourd'hui détruite suite à l'Opération César, malgré la défense acharnée menée par les paysans en lutte, le mouvement d'occupation, des gens du coin et des amis venus d'ailleurs.

Les Q de Plombs sont nés de la rencontre entre les tous premiers occupants de la ZAD et des habitants : Claude et Christiane. Ces locataires aujourd'hui expulsables, sans droit ni titre, furent à l'origine avec leurs amis de l'appel à venir occuper la ZAD pour résister contre le projet d'aéroport. De cette rencontre entre des habitants qui résistent et les premiers « squatteurs » est née l'envie de cultiver un jardin et d'élever ensemble des bêtes pour se nourrir et faire grandir notre détermination à rester pour résister.

L'association a pour objet :

- de lutter contre l'aéroport et son monde, en habitant, en cultivant et en faisant vivre le territoire
- de lutter contre le système de consommation intensif, les grandes surfaces, et la mal bouffe
- de tendre vers l'autonomie alimentaire et de partager des bons produits maison par l'échange, le troc, la vente directe
- d'avoir la possibilité de répondre à ses besoins par son travail, sans pour cela exercer une activité salariale, et de libérer ainsi du temps pour vivre et lutter en s'affranchissant autant que possible du système marchand

Pendant les expulsions, qui furent précédées de longs mois de partage de coups de mains, d'entraide et de soirées arrosées mais inoubliables au Liminbout, quelques occupants ont pu passer l'hiver grâce à l'amitié et la solidarité de Claude et Christiane, leurs portes toujours ouvertes et le délicieux stock de conserves maison... Ils les ont ainsi rejoint pour poursuivre l'aventure des Q de Plombs.

Mais les Q de Plombs ce n'est pas que quelques personnes qui cultivent, élèvent et s'organisent ensemble. C'est tout un réseau d'entraide, composé d'amis d'ici ou d'ailleurs, des bourg alentours ou de plus loin, de paysans, salariés ou chômeurs, qui prennent plaisir à se retrouver autour d'un chantier collectif, d'un repas partagé, et bien sûr les fameux banquets et la fête des Q de Plombs.

Les Q de Plombs ce n'est ni un parti politique, ni un syndicat, ni une petite entreprise ; c'est une bande d'amis qui cultivent, élèvent, festoient et résistent, chacun à leur manière. C'est des tablées de rires et de chants, des grands banquets pour célébrer le plaisir de bien manger et d'être ensemble...

« Si un plus grand nombre d'entre nous préférait la nourriture, la gaieté et les chansons, aux entassements d'or, le monde serait plus rempli de joie. »

– JR Tolkien



«Sur les ruines de leurs folies, nous construisons nos vies»

Depuis déjà deux semaines, des équipes venues des quatre coins de l'Europe se relaient pour édifier la déjà fameuse auberge des Q de Plombs. Grâce aux forces conjuguées de camarades de Barcelone (dont le quartier de Poble Sec a scellé son jumelage avec le village du Liminbout), de roubaisiens bâtisseurs, de précieux Copains, d'un solide maçon d'Ancenis, et de différents habitants de la ZAD qui ont apporté leur pierre à l'édifice, nous avons mis un sérieux coup de truelle en forme de pied de nez à la préfecture et à AGO-VINCI. Nous avons, entre autres, débarrassé le plancher, vidé l'ancienne écurie d'Ali Baba et ses quarante brocanteurs, terrassé à l'aide de Jean-Claude Bourrin, le tractopelle de la lutte, qui reprend du service, et enfin, coulé une belle dalle (si, si en béton !) où se trouve gravée à jamais cette prophétie : «Ici Nous Vivrons Excellamment».

Nous avons, faut-il le préciser, fait de nombreuses pauses, connus de mémorables tablées du midi qui ont presque eu raison de notre ardeur au travail pendant la digestion. Mais nous n'avons point failli ! Le chantier, comme la lutte, continue.

Si toi aussi, tu souhaites goûter à la fraîcheur d'un muscadet venant arroser ta gorge asséchée par le turbin, te rassasier d'un subtile Paella Valenciana, d'une salade de gras double ou encore du poulet basquaise du patron pour nourrir ta force de travail, viens !

Si toi aussi tu souhaites transformer un geste de résistance – la rénovation d'une maison historique et bientôt expulsable – en geste de construction d'une infrastructure du plaisir de vivre ensemble, rejoins-nous !

La semaine prochaine, nous poserons des évacuations et des regards, nous coulerons une dalle, remplacerons des pièces de charpente, visserons le plancher de la salle de banquet. Le chantier a lieu de 9h à 17h et tous les jours du Lundi au vendredi, tu peux venir nous aider à la construction comme à la cuisine. Nous trouver sera une évidence lorsque tu auras vu les splendides panneaux du comité Blinois signalant le chantier au Liminbout. Tu peux aussi, si tu le souhaites, nous prévenir de ta venue par mail, à l'adresse qdeplomb@riseup.net, ou prendre de nos nouvelles par le blog qdeplomb.noblogs.org.

A très vite,

Les Q de Plombs, Les Maçons du Ciel, et les bétonneurs du dimanche...



Déclaration d'autonomie de la ZAD de Nddl en réponse à l'appel du KCK (Confédération des communautés du Kurdistan)

À ceux et celles qui résistent au Kurdistan,

Nous suivons ce qui se passe actuellement en Turquie. Nous vous exprimons notre soutien face aux offensives de l'État turc.

Cette guerre en réaction à des résultats électoraux qui ne plaisent pas au président contraste avec la volonté d'un peuple de s'organiser horizontalement.

Nous avons entendu votre appel à se déclarer commune autonome, et par-delà les frontières et les montagnes, souhaitons aussi y répondre.

Nous suivons avec attention le processus du confédéralisme démocratique en cours au Kurdistan.

Nous nous sentons proches de votre recherche d'auto-organisation indépendante du projet de l'État-Nation par la mise en place de structures horizontales.

Nous admirons le processus impliquant toutes les populations sans critère religieux, ethnique, etc., alors qu'on sait que les États portent toujours des politiques d'assimilation ou d'annihilation.

Nous partageons avec vous le rôle crucial du mouvement des femmes et la place du mouvement LGBTI dans la lutte.

Enfin nous respectons vos principes d'autodéfense et votre indépendance stratégique.

Nous parlons depuis la ZAD (« Zone à Défendre ») de Notre Dame des Landes, France, qui est occupée illégalement en opposition à un projet d'aménagement du territoire depuis 2009, au sein d'une lutte qui existe depuis 45 ans contre un projet d'aéroport. Nous avons repoussé des tentatives de travaux, et ensuite en 2012 résisté aux expulsions, grâce aux diverses pratiques d'autodéfense. Aujourd'hui, plusieurs centaines de personnes venues d'horizons multiples continuent de vivre et s'organiser en autogestion de manières formelle et informelle. On tente de se réapproprier des manières de se soigner, se nourrir, se défendre face à la justice, se loger, et de communiser des savoirs, des ressources, des structures, et de partager cela avec d'autres luttes.

Ce qui se construit au Kurdistan, qui était déjà attaqué par l'État Islamique, se trouve à l'heure actuelle écrasé sous les bombes turques. L'État français, lorsqu'il cherchait des héros contre l'E.I., avait des louanges plein la bouche pour les Kurdes, et aujourd'hui il se tait honteusement face à la guerre menée par Erdogan, et continue de réprimer les militant-e-s kurdes sous couvert de lutte antiterroriste. Nous nous déclarons prêt-e-s à les accueillir !

Solidarité avec les populations du Bakûr (Kurdistan nord), et en particulier les villes assiégées !
Solidarité avec les Kurdes attaqué-e-s par les nationalistes turcs !
Solidarité avec le Rojava (Kurdistan ouest) !

« Oh la vache ! »

à propos des vaches et de la fromagerie à Bellevue

Ici on ne travaille pas, on fabrique nos vies !

Aujourd'hui le « groupe vaches » s'occupe de quatre vaches laitières, prêtées par des paysans en lutte : Face, Grabuge, Etoile et Trottinette. Elles donnent une quantité variable de lait que l'on transforme matin et soir. Au fil des deux dernières années, une dizaine de veaux sont nés à la ferme et ont rejoint le deuxième troupeau (le GTC, «Grand Troupeau Commun»), constitué de boeufs, vaches de 'réforme' et veaux, qui broutent l'herbe fraîche des champs occupés autour de Bellevue.

Ce qu'on fait avec le lait (fromages, fromage blanc, crème, yaourt, beurre,...) est mis en partage à la fromagerie dans un frigo commun. Parfois le frigo est plutôt plein, parfois plutôt vide... Mais en tout cas, tout ce que vous y trouvez est à votre disposition. Les produits laitiers sont amenés toutes les semaines au 'non-marché' sur la ZAD, et servent également à ravitailler divers événements politiques ou manifs, des cantines collectives, des squats de sans-papier à Nantes.

N'oubliez pas que vous n'êtes pas les seul-e-s à passer à la fromagerie. Le groupuscule de vaches et d'apprentis vachères que nous sommes ne peut pas satisfaire les besoins de tout le monde. Mais on voudrait pouvoir partager simplement ensemble sans caisse enregistreuse, codes barres, antivol, vigiles, ou ticket de rationnement.

A côté du frigo il y a aussi une caisse prix libre, vous pouvez y mettre du pognon si vous en avez, mais avoir les poches vides ne doit pas vous priver de vous servir. L'argent de la caisse sert à couvrir les frais de la fromagerie et les soins du troupeau, ou participe à alimenter d'autres caisses collectives comme celle de Sème ta ZAD.

C'est une caisse de soutien, parce que, malgré notre volonté de sortir des rapports marchands, il y a quand-même besoin de pognon pour que ça tourne. Mais les fromages qu'on bidouille n'ont pas de prix... Se lever le matin pour faire la traite, retourner les fromages, faire la vaisselle, faire des clôtures et des réunions ; nous ne voulons pas quantifier le plaisir ou la contrainte que cela implique, ni les rencontres et les amitiés que ça tisse. Ce que nous faisons est partie prenante de cette lutte et ne pourrait exister sans le reste: l'occupation, les cultures collectives, les constructions, les débats, les AG's, les rencontres, l'organisation de manifs ou d'actions, rassemblements, les solidarités,...

Dans cette lutte, depuis deux ans maintenant, les vaches façonnent notre quotidien. D'un premier bout de saison à se frotter aux vaches, à leur lait et leurs pâtures, nous nous sommes ensuite confrontés aux tracteurs et machines agricoles (et surtout à leur rafistolage et entretien), aux foins, betteraves et céréales, à la mozzarella et aux tomes.

Nous ne sommes pas des agris diplômés et ne comptons pas le devenir. On a pas une installation conforme aux normes en vigueur. Pour nous, rester hors des cadres institutionnels, c'est faire nos propres cadres, éviter au possible un système de contrôles et pressions visant à la compétitivité. C'est se tenir à distance des lois impitoyables du marché.

On n'a pas appris le cul sur une chaise dans une salle de classe, mais plongé-es dans un monde, accompagné-es de l'attention, la pratique, la patience et la passion de tout un tas de gens. Et c'est particulièrement précieux. Tout cela ne serait pas possible sans les coups de mains, la transmission de savoirs-faire, les dons, l'implication de tout plein de personnes dans cette lutte. C'est aussi ce qui nous est important à Bellevue, et plus largement dans la lutte contre l'aéroport ; un brassage et une confrontation entre des mondes qui ne se rencontrent pas très souvent, avec toutes les richesses que ça apporte.

On n'est pas là pour vendre du lait mais pour contribuer à nourrir les résistances multiples, par des tentatives de s'organiser :

- pour vivre et lutter dans ce bocage contre la métropole, la marchandise, pour défendre des terres, des rêves, des souvenirs, des possibles.
- pour partager des fromages, des idées, des messages, des massages, des astuces, des connaissances, des émotions, des armes, des recettes, des doutes, des désirs...

les trayeureuses !



Des menaces planent ... La ZAD s'étend !

Naissance d'un nouveau lieu de vie et de culture sur la Zone d'Autonomie Définitive de Notre-Dames-Des-Landes.

Regarde l'État comme il s'enduit de vert à l'approche de la conférence mondiale sur le climat.

Regarde comme en même temps il brise ses engagements pris en 2012 et 2014 concernant les recours juridiques contre le projet d'aéroport, en réaffirmant sa volonté d'expulser les habitants de la ZAD et d'engloutir sous le béton le bocage de Notre-Dame-Des-Landes.

Alors ?

Alors soit, nous n'attendons rien de bon d'une classe de politiciens et de grands patrons qui n'a d'autres préoccupations que de maintenir ses privilèges aux dépens de toute une planète et contre tout bon sens. Notre bon sens à nous, c'est d'être toujours plus nombreuses et nombreux à être prêts à mettre nos corps et nos esprits en travers du chemin des colporteurs de mort, des irresponsables prétentieux qui croient encore pouvoir gérer la catastrophe climatique sans rien changer à leur vision du monde, sans remettre en question un projet d'aéroport écocidaire, de barrage, de centrale nucléaire, de ligne de train à grande vitesse... Notre bon sens, face aux pressions étatiques renouvelées sur les habitants de cette terre d'espoir, c'est d'être un groupe de personnes de plus à s'y installer ; afin d'y sentir mieux le poids de nos vies, de questionner en actes « les conditions matérielles de notre existence » et d'expérimenter, avec une liberté de mouvement inespérée, la construction des quotidiens remplis d'utopies qui sommeillent en chacun de nous.

Notre collectif s'établit ici aujourd'hui prêt à construire un projet de conserverie, lieu de transformation alimentaire auto-géré accessible à celles et ceux qui en auront le besoin et l'envie. Nous le faisons avec la prétention avouée d'étendre et de consolider les formes d'autonomie vivrière déjà pratiquées sur la ZAD et nous le faisons dans le prolongement des actions que nous menons déjà dans le Pays Nantais : épiceries auto-gérées, cantine populaire, lieux et pratiques partagées... autant de facettes d'un réseau d'entre-aide et de savoirs qui s'organise pour s'affranchir de l'hégémonie capitaliste.

Par cette installation nous entendons participer à rappeler que la vie, la résistance et la solidarité continuent de fleurir sur la ZAD et que personne, enraciné en ce morceau de pays en lutte, ne se laisse imposer un avenir morbide, aliénant, sans-issue. Nous venons aider à poursuivre ici comme en toujours plus de lieux la construction de futurs possibles, déconstruire pied à pied des modèles que l'on nous inculque et impose depuis trop longtemps. Nous désertons allègrement les voies tracées de la compétition, brisons tant bien que mal le piédestal de nos ego et nous accroupissons un instant encore pour écouter sous nos pieds le bruit essentiel des vers brassant l'humus, l'inlassable mouvement de la vie qui n'attend aucune autorisation pour être ce qu'elle est.

Appel à mobilisation !

Nous faisons appel à toi pour tenir ensemble le temps qu'il faudra cette maison et ces terres face à toute tentative de l'Etat de nous en expulser. Nous faisons appel à toi pour protéger ensemble ce lieu comme ces anciennes landes, comme toute une planète où nous revendiquons d'habiter enfin un territoire comme nous l'entendons, où nous pourrons enfin manger, construire, glander, travailler, aimer, chanter, cuisiner, cultiver et enfanter avec la justesse qui sera la notre.

En cette période de menaces et de tensions, nous ne laisserons aucunes marge de manœuvre, aucun espoir aux porteurs du projet d'aéroport, et le juge des expropriations peut déjà témoigner de cette volonté affirmée de tenir tête face aux manœuvres du gouvernement de monsieur Valls. Notre détermination se manifestera, par les méthodes qui conviendront à chacun, tant dans les fêtes et les banquets, dans les travaux et les cultures que, s'il le faut faire face aux forces d'un ordre que nous réfutons.

Les premiers jours de notre installation seront décisifs et la présence la plus massive sera nécessaire (aussi très tôt le matin...) pour dissuader toute agression policière et affirmer que la résistance au projet d'aéroport est déterminée à ne céder à aucun de leurs assauts. Viens avec de quoi camper, te protéger du froid et de la pluie, nous nous occuperons tous ensemble de nous nourrir, de nous abreuver et de nous divertir. Amène si tu le peux ton outillage, si tu le veux ton instrument, s'il te plaît ta bonne humeur, ta hargne, ta joie et ta bienveillance.

Contre l'aéroport et son monde, pour que foisonne la vie.
Préparons-les à l'atterrissage

Des nouveaux habitants de la Zone A Défendre
10 octobre 2015

« Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps, et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant-e-s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage.

Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :

- 1. Que les habitant-e-s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leurs droits.**
- 2. Que les agriculteurs-ices impacté-e-s en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont ils-elles ont l'usage, recouvrer leurs droits et poursuivre leur activité dans de bonnes conditions.**
- 3. Que les nouveaux habitant-e-s venu-e-s occuper la zone pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'y construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en terme d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes,etc...), de formes de vie et de lutte, puissent se maintenir et se poursuivre.**
- 4. Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.**
- 5. Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.**
- 6. Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons une attention collective à résoudre les éventuels conflits liés à leur mise en œuvre. Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout-e-s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre. »**

Déclaration issue des discussions sur l'avenir avec toutes les composantes, finalisées en septembre 2015.